



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

pauvreté

Question au Gouvernement n° 4246

Texte de la question

LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ

M. le président. La parole est à M. François Rochebloine, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. François Rochebloine. Monsieur le Président, monsieur le Premier ministre, comme vient de le rappeler Jean-Noël Carpentier, ce lundi 17 octobre sera la journée mondiale du refus de la misère, reconnue par l'ONU et instituée à l'initiative du père Joseph Wresinski, fondateur d'ATD Quart Monde. C'était à Paris, en 1987, sur le parvis du Trocadéro, en présence de plus de 100 000 personnes rassemblées autour d'un message : « Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré. »

Dans le droit fil de cet acte fondateur, j'évoquerai l'action tout aussi remarquable de Mme Geneviève de Gaulle-Anthonioz, venue ici même en 1997 interpellier la représentation nationale.

Oui, notre société n'est toujours pas épargnée par la misère. Plus le chômage ronge la société, plus les situations de précarité se multiplient, plus la vie devient dure pour les plus modestes. Or, nous leur devons non seulement un soutien matériel mais aussi la pleine considération de leur dignité.

La France compte aujourd'hui plus de huit millions de pauvres et la situation se dégrade encore, malheureusement. En dix ans, nous déplorons plus d'un million de pauvres supplémentaires, et pas seulement des personnes isolées ou malades, mais aussi des familles avec des enfants, des personnes âgées dont le minimum vieillesse n'a plus augmenté depuis deux ans. Un million de retraités vivent avec moins de 1 000 euros par mois.

Quand la cohésion sociale est à ce point menacée par le chômage, le mal-logement, les difficultés d'accès aux soins ou le fait migratoire, c'est l'ambition du pacte républicain qui est mise à mal.

Monsieur le Premier ministre, après un tel constat d'impuissance à endiguer la grande précarité, quelles décisions comptez-vous prendre ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et plusieurs bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.)*

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Mme Ségolène Neuville, *secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.* C'est bien de s'inquiéter des chiffres de la pauvreté, monsieur le député, mais agir, c'est encore mieux. Je veux

vous dire quelle est la réalité de notre pays, depuis l'arrivée de l'actuel gouvernement et de l'actuelle majorité aux affaires.

M. François Rochebloine. Arrêtez donc de polémiquer !

Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État. La réalité, c'est 2,6 milliards d'euros qui sont redistribués chaque année aux 2,7 millions de ménages les plus démunis depuis le début de cette mandature, ce qui correspond à environ 1 000 euros par an et par ménage et n'avait jamais été fait auparavant.

La réalité, c'est encore la prime d'activité pour les travailleurs pauvres. C'est un meilleur accès aux soins grâce au tiers payant généralisé. C'est la garantie jeunes, pour un meilleur soutien aux jeunes dans la difficulté.

M. Éric Straumann. Ce sont les départements qui paient !

Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État. La réalité, c'est 50 millions d'euros supplémentaires pour les politiques d'insertion inscrits dans le projet de loi de finances pour 2017 que vous discuterez très prochainement.

M. François Rochebloine. Ce n'est pas la réalité ! Vous êtes à côté de la plaque !

Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État. En revanche, je veux aussi vous rappeler la réalité d'avant.

M. François Rochebloine. Mais enfin, cela fait quatre ans que vous êtes là !

Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État. Chacun se souvient des déclarations, que je qualifierai d'abjectes, d'un ministre de l'époque qui dénonçait, en 2011, l'assistanat comme étant le cancer de la société. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.)*

La réalité d'aujourd'hui, dans les collectivités passées à droite, c'est qu'on coupe les aides à la cantine pour les enfants en difficulté et leurs familles. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et du groupe Les Républicains.)* La réalité, dans les départements passés à droite, c'est qu'on veut contraindre les bénéficiaires du RSA à des heures de bénévolat.

Voilà la réalité de la droite, et voilà la réalité d'un gouvernement de gauche. *(Mêmes mouvements)* Je terminerai en reprenant les propos du Président de la République : « Un pays solide, c'est une nation solidaire ». C'est cela que nous défendons. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

M. Éric Straumann. Avec les « Sans-dents » !

Données clés

Auteur : [M. François Rochebloine](#)

Circonscription : Loire (3^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4246

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Personnes handicapées et lutte contre l'exclusion

Ministère attributaire : Personnes handicapées et lutte contre l'exclusion

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 octobre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [13 octobre 2016](#)